



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
de la sécurité civile
et de la gestion des crises**

Accord cadre relatif à la mise à disposition de camions
avitailleurs et de personnels opérateurs à Ajaccio au profit de
la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des
Crises (DGSCGC)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Ministère de l'Intérieur

Secrétariat Général

Direction de l'évaluation, de la performance, de l'achat, des finances et de
l'immobilier (DEPAFI)

Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur
(SAILMI)

Place Beauvau

75800 Paris Cedex 08

Personne publique dite « bénéficiaire » :

Ministère de l'intérieur

Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC)

Sous-direction des affaires internationales, des ressources et de la stratégie (SDAIRS)

Place Beauvau

75800 Paris Cedex 08

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PRÉSENTATION DE LA DGSCGC ET DU GROUPEMENT DES MOYENS AÉRIENS.....	3
ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3. EXPRESSION DU BESOIN.....	4
ARTICLE 4. DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD CADRE.....	5
ARTICLE 5. PÉRIODES DE MISE À DISPOSITION.....	6
ARTICLE 6. LIEUX D'EXÉCUTION.....	8
ARTICLE 7. MISSIONS.....	8
7.1. ASPECTS RÉGLEMENTAIRES.....	8
7.2. SPÉCIFICITÉS TECHNIQUES DU CAMION.....	8
ARTICLE 8. OPÉRATIONS D'AVITAILLEMENT.....	8
ARTICLE 9. SUIVI D'ACTIVITÉ.....	9

ARTICLE 1. Présentation de la DGSCGC et du groupement des moyens aériens

Créée le 07 septembre 2011, à la demande du Président de la République, la Direction Générale de la Sécurité civile et de la Gestion des Crises (ci-après dénommée « DGSCGC ») est la structure centrale responsable de la planification, de la gestion des crises et des accidents de la vie courante, qu'ils surviennent en France ou à l'étranger.

Placée sous l'autorité d'un préfet et basée à Paris, la DGSCGC compte dans ses rangs 2 500 personnels civils et militaires répartis sur 80 sites.

Le Directeur Général est chargé :

- De garantir la cohérence de la Sécurité civile au plan national, d'en définir la doctrine et d'en coordonner les moyens ;
- De l'évaluation, de la préparation, de la coordination et de la mise en œuvre des mesures de protection, d'information et d'alerte des populations, de la prévention des risques civils de toute nature, de la planification des mesures de Sécurité civile ;
- Des actions de secours visant à la sécurité des personnes et des biens, en temps de paix comme en temps de crise ;
- Des moyens d'intervention de la sécurité civile ;
- De la déclinaison territoriale des plans gouvernementaux et de l'élaboration, de l'actualisation et du suivi des plans qui relèvent de la responsabilité directe du ministre de l'Intérieur afin d'assurer la protection du territoire et des populations face aux différentes menaces ;
- De l'organisation et du maintien en condition opérationnelle du dispositif ministériel de situation d'urgence et des capacités de gestion interministérielle des crises.

Pour l'ensemble de ses missions, il s'appuie sur les préfets de zone de défense et de sécurité.

La DGSCGC, sous l'autorité du directeur général assisté d'un adjoint, chef de service, comprend :

- L'inspection générale de la sécurité civile (IGSC) ;
- La direction des sapeur-pompiers (DSP) ;
- La sous-direction de la planification, de l'anticipation et de la gestion des crises (SDPAGC) ;
- La sous-direction des moyens nationaux (SDMN) ;
- La sous-direction des affaires internationales, des ressources et de la stratégie (SDAIRS) ;
- Un Etat-major de la sécurité civile (EMSC) dont le centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (COGIC) ;
- Le cabinet.

Le Groupement des Moyens Aériens – GMA - (au sein de la SDMN) est en charge de la réalisation de missions de secours à la personne et de lutte contre les feux de forêts et d'observations et de liaisons. Pour cela, il est chargé du maintien en condition opérationnelle et de la mise en œuvre de la flotte et des équipages des 58 aéronefs (23 avions et 35 hélicoptères) de la sécurité civile. Il est constitué d'une unité opérationnelle délocalisée située sur l'aéroport de Nîmes-Garons, ainsi que de 23 bases hélicoptères (et 8 détachements saisonniers) répartis sur l'ensemble du territoire, y compris Outre-Mer.

En saison feux de forêt, la base hélicoptère d'Ajaccio située sur le site aéroportuaire (Quartier Brushetto – Route de Sartène – 20090 AJACCIO) héberge également un détachement de plusieurs avions de la sécurité civile dont notamment 2 canadiens engagés dans la lutte contre les feux de forêt. Le détachement est alors composé de 8 équipages qui fonctionnent 7 j/7 sur une grande amplitude horaire définie par les heures de lever et coucher du soleil. Le dimensionnement de ce détachement peut varier en raisons d'évènements déclarés, ou de risques avérés.

Le directeur général de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises dispose du service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'Intérieur (SAILMI) pour mettre en œuvre la commande publique sur le périmètre du programme Sécurité civile.

ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la mise à disposition de camions avitailleurs et de personnels opérateurs sur la base hélicoptère de la sécurité civile située sur le site aéroportuaire d'Ajaccio et qui héberge le détachement avions au profit de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC).

Les spécifications techniques des prestations objet de l'accord-cadre sont détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 3. EXPRESSION DU BESOIN

Il est attendu par le titulaire les prestations ci-dessous :

- La mise à disposition de camion avitailleur et de personnel opérateur :

Le véhicule avitailleur de 20 000L sur le site du détachement avions, sera situé sur le site de la base avions de la sécurité civile d'Ajaccio (Corse) 7 jours sur 7 sur une amplitude quotidienne variable.

Le véhicule de 20 000L devra être réalimenté plusieurs fois par jour. Pour ce faire il effectuera des rotations de remplissage d'hydrocarbure sur le site géographique de l'aéroport (station BP), ce qui nécessite d'avoir les autorisations ZSAR ou se fera ravitailler directement sur base sécurité civile.

L'avitaillement des aéronefs doit pouvoir être assuré durant l'intégralité de l'activité opérationnelle, à savoir 7j / 7 et sur une grande amplitude quotidienne décrite ci-dessous.

- Le suivi et la gestion du stockage du carburant JET A1 dans le camion avitailleur

Aucune rupture d'approvisionnement ne pourra être acceptée. L'avitaillement des canadiens doit pouvoir se faire en flux tendu, sans temps d'attente.

L'avitailleur assure la mise à disposition de carburant pour les aéronefs à chaque retour de vol.

- La mise à disposition d'un voire deux opérateurs sur le site du détachement avions, situé sur le site aéroportuaire d'Ajaccio (Corse) 7 jours sur 7 sur une amplitude quotidienne variable.

Durant la saison feux 2026, un seul opérateur devrait être nécessaire. Pour les saisons suivantes, deux opérateurs seront nécessaires.

Ces derniers seront également les chauffeurs des camions, sous couvert d'avoir les qualifications ad hoc pour réaliser les missions d'avitaillement.

Les moyens humains du titulaire du marché complètent les moyens humains propres au groupement des moyens aériens de la sécurité civile (GMA) présents sur site pour la saison 2026. L'objectif étant que le site soit opérationnel durant l'ensemble des plages évoquées ci-dessous.

Il est entendu que les moyens humains du GMA peuvent être revus à la baisse selon l'année de référence, ce qui nécessitera alors automatiquement la mise à disposition de 2 opérateurs par le prestataire, et ce dès 2026.

Un planning précis est établi au préalable par le groupement des moyens aériens, de façon à répartir la présence sur site entre les deux opérateurs (appartenant au prestataire ou bien au prestataire et au

GMA). Ce planning sera établi avec une anticipation d'au minima 15 jours de prévenance. Il sera susceptible d'être modifié par les deux parties en cas d'évènements imprévus (maladie, absence non programmée d'un personnel)

Le temps de présence active sur site des moyens humains du titulaire du marché est de 40 heures en moyenne réparties sur les 7 jours de la semaine et selon des plages journalières variables.

Il doit couvrir une amplitude par semaine variant de 40 heures en moyenne, selon la période et l'heure du coucher de soleil. L'amplitude pouvant varier selon la météo, la luminosité et l'intensité de l'activité. Une amplitude minimale de 8 h – 21 h sera couverte 7 j/7 en saison feux.

Il est à préciser que les deux opérateurs (du prestataire et / ou du GMA) ne travaillent pas ensemble aux mêmes horaires. L'objectif est bien de couvrir l'ensemble du besoin tout en respectant la durée légale de repos. Il forme un binôme et travaille à tour de rôle selon un rythme de 3 jours :

- jour 1 : personnel 1 : 12h / 21h - personnel 2 : 08h / 12h
- jour 2 : personnel 1 : 8h / 21h - personnel 2 : en repos
- jour 3 : personnel 1 : 8h / 12h - personnel 2 : 08h / 12h

cette organisation est donnée à titre indicatif.

En plus de la mise à disposition de moyens techniques, humains et de carburant, le prestataire sera également en charge

- des contrôles périodiques journaliers et appoints du véhicule-avitailleur : Purge du camion, contrôle qualité : tests de qualité produit : purge, hydraulique, etc
- des contrôles techniques du camion : état général et accessoires
- de respecter les procédures DGSCGC : L'avitailleur maîtrise et respecte les mesures de sécurité à adapter pour effectuer un travail moteur tournant selon le type d'aéronef : Canadair, Dash, beech. Une formation sera dispensée par le personnel du GMA présent sur site.
- Du suivi de la consommation en carburant

ARTICLE 4. Décomposition de l'accord cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire (un seul lot – un seul titulaire).

Structure du marché :

- *Forfait pendant la période feux de forêt (classiquement 1^{er} juillet – 30 septembre mais dates susceptibles d'être légèrement modifiées selon le risque)*

Poste 1 : Forfait mensuel de location d'un camion avitailleur de 20 000L. L'assurance du camion est incluse.

Poste 2 : Forfait mensuel de location d'un camion avitailleur supplémentaire (identique au poste 1).

Poste 3 : Forfait hebdomadaire de prolongation de la location d'un camion avitailleur de 20 000L visant à étendre la saison feux entre le 1er juin et le 15 octobre mais dans la continuité du poste 1

Poste 4 : Forfait hebdomadaire de prolongation de la location d'un camion avitailleur supplémentaire de 20 000L visant à étendre la saison feux entre le 1er juin et le 15 octobre mais dans la continuité du poste 2

Poste 5 : Tarif mensuel d'un opérateur intervenant en semaine samedi et dimanche inclus

Poste 6 : Coût de l'heure supplémentaire d'un opérateur au-delà des 40 heures hebdomadaires réalisées

Les tarifs mensuels d'un opérateur seront identiques quel que soit leur nombre inscrit au planning.

- *Forfait hors période feux de forêt (de janvier à mai), période déconnectée de la période évoquée ci-dessus) pour les semaines de maintien en condition opérationnelle (entraînement) : 1 à 3 semaines par an maximum ou un feu de printemps*

Au regard de la période très courte, la location du camion avitailleur de 20 000 L est inclus dans le poste 1.

Poste 7: Tarif hebdomadaire d'un opérateur intervenant en semaine

Le travail pourra être réalisé en deux vacations disjointes une le matin, et une en fin d'après-midi 10h – 14h et 16h – 20h par exemple

Poste 8: Coût de l'heure supplémentaire d'un opérateur au-delà des 40 heures hebdomadaires réalisées.

Ces deux postes de dépense ne seront pas mobilisés, les années où l'opérateur GMA sera disponible. Le fonctionnement en binôme ne vaut que pour la saison feux. 1 seul opérateur couvrira toute la semaine hors saison feux.

Les tarifs hebdomadaires d'un opérateur seront identiques quel que soit leur nombre inscrit au planning.

Pour rappel, le titulaire s'occupe de faire le plein de carburant du camion d'avitaillement.

ARTICLE 5. PÉRIODES DE MISE À DISPOSITION

Le prestataire doit impérativement couvrir la période ferme du 1er juillet au 30 septembre. Les dates de début et de fin de la saison fluctuent chaque année à quelques semaines près.

En raison du réchauffement climatique et des périodes de sécheresse qui augmentent, le risque incendie peut s'étendre au-delà de cette saisonnalité. Selon les circonstances, le groupement des moyens aériens (GMA) se réserve la possibilité de déclencher la prestation plus tôt et de la prolonger plus tard.

Il en résulte que le prestataire doit être joignable, disponible, réactif, adaptable à la demande en amont et en aval de la saisonnalité de la saison feux actuelle.

Le prestataire sera donc sollicité en fonction du besoin par le GMA, lui-même saisi par le Centre opérationnel de Gestion Interministériel des Crises (COGIC). À compter du 1er mai, des prévisions lui seront régulièrement communiquées par mail. Le titulaire se verra notifier par mail avec AR la date de démarrage officielle de la saison feux et donc du détachement avions. De la même façon, à compter du 1er septembre, des prévisions de prolongation lui seront régulièrement communiquées par mail.

Le titulaire ne peut s'opposer à une décision de prolongation ou d'avancement du calendrier prévisionnel des dates de la saison feux.

En dehors de cette période, le prestataire pourra être sollicité (conformément aux postes 7 et 8) pour des périodes d'entraînements des aéronefs de la sécurité civile. Le titulaire préviendra le plus en amont possible le prestataire. Ce dernier se verra notifier par mail avec AR du besoin et des dates de mise à dispositions souhaitées. Classiquement, les dates sont communiquées 4 mois en avance.

Actuellement, un seul opérateur mis à disposition par le prestataire est nécessaire, puisque le groupement des moyens aériens dispose de moyen en interne durant toute l'année (en saison et en dehors de la saison feux). Ce dernier assure la conduite du camion durant l'ensemble des trajets, et l'avitaillement des aéronefs.

Néanmoins, dans les années à venir, le GMA se réserve le droit de solliciter un second opérateur auprès du prestataire, afin de pallier une baisse des moyens alloués en interne, a priori à compter de 2027. Il convient que le prestataire prévoit cette prestation dans son offre

Le planning sera élaboré par le GMA en respectant les garanties minimales légales en matière de temps de travail des opérateurs. Il sera communiqué au prestataire avec une anticipation a minima de 15 jours. Toute modification devra faire l'objet d'une information de l'autre partie, avec un délai de prévenance d'au moins 48h.

Un exemple d'un planning type mis en œuvre durant la saison feux 2022 est joint ci-dessous, à titre d'indication. Il n'a aucune valeur contractuelle et n'engage pas le GMA.

Exemple de planning de répartition des présences entre le prestataire et la GMA, établi pour juillet 2022 :

JUILLET	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
HORAIRE	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V
8h00/12h00	GMA	GMA	GMA	Presta	Presta	GMA	GMA	Presta	Ext	GMA	GMA	Presta	Presta	GMA	GMA	Presta
12h00/21h00	GMA	GMA	Presta	Presta	GMA	GMA	Presta	Presta	GMA	GMA	Presta	Presta	GMA	GMA	Presta	Presta
JUILLET	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	
HORAIRE	S	D	L	M	M	J	V	S	D	L	M	M	J	V	S	
8h00/12h00	Presta	GMA	GMA	Presta	Presta	GMA	GMA	Presta	Presta	GMA	GMA	Presta	Presta	GMA	GMA	
12h00/21h00	GMA	GMA	Presta	Presta	GMA	GMA	Presta	Presta	GMA	GMA	Presta	Presta	GMA	GMA	Presta	

Les repas de l'opérateur reste à sa charge.

Il n'est pas prévu de rupture d'alerte et donc de l'avitaillement durant les heures de repas. L'opérateur devra être présent sur base.

Un espace de repos climatisé avec frigidaire et four micro onde est mis à sa disposition entre deux avitaillements.

Il sera en contact radio avec les avions afin de savoir lorsqu'ils sont en approche et anticiper le besoin en avitaillement. Ce dernier doit donc maîtriser la communication radio à cet effet.

ARTICLE 6. Lieux d'exécution

La prestation est exécutée sur le parking et dans les locaux du détachement avions de la sécurité civile. Ce dernier est situé sur la base hélicoptère de la sécurité civile - Quartier Bruschetto – Route de Sartene – 20090 Ajaccio.

ARTICLE 7. MISSIONS

Les camions avitailleurs doivent permettre de garantir l'avitaillement des aéronefs de la sécurité civile sans interruption. Pour ce faire, ils assurent des rotations permanentes entre le dépôt pétrolier de l'aéroport et le site de la sécurité civile afin d'assurer une disponibilité en carburant optimum.

En plus des tâches techniques et des contrôles réguliers décrits à l'article 3 du présent document, l'opérateur a la responsabilité d'assurer la mise à disposition de carburant pour les aéronefs et ce au retour de chaque vol. Il assure également l'approvisionnement du camion, et sa remise à niveau afin d'éviter tout risque de rupture. L'avion doit rester opérationnel pendant toute l'amplitude évoquée ci-dessus, et ce 7 j/7.

Toute absence d'opérateur ou de camion empêchant l'exécution de la mission conformément au présent CCTP supérieure à 4h peut donner lieu à l'application des pénalités définies à l'article 17.1 « Pénalités pour retard » du CCAP.

Le titulaire devra être en capacité de remplacer l'opérateur dans les délais les plus courts possibles en cas d'incapacité liée à un accident ou une maladie.

7.1. ASPECTS RÉGLEMENTAIRES

La prestation s'effectue sur une zone aéroportuaire et donc dite « sensible » en raison de son environnement et du contexte de sécurité nationale.

Les opérateurs doivent être titulaires du permis de conduire poids lourd, de l'autorisation permettant l'accès à la zone réservée de l'aéroport d'Ajaccio (« badge rouge »), disposer des habilitations ADR relatives au transport de matières dangereuses (carburant) et avoir effectués les formations nécessaires à la réalisation des tâches d'avitaillement.

La fourniture du badge rouge d'autorisation de circulation sur l'aéroport, est conditionnée par le gestionnaire l'aéroport au suivi au préalable des formations imposées par l'Aéroport « sûreté aéroportuaire » assurée par IFAPE (11.2.6.2).

Les opérateurs doivent obligatoirement avoir un casier judiciaire vierge. Il appartient au prestataire de vérifier ce point avant toute embauche dans le cadre du présent contrat. Le CV des opérateurs ainsi qu'une photocopie de leur carte d'identité seront fournis au groupement des moyens aériens.

7.2. SPÉCIFICITÉS TECHNIQUES DU CAMION

Les camions avitailleurs roulants ou mis en poste fixe doivent faire l'objet d'un contrôle technique à jour et valable. Ils doivent également respecter les normes environnementales en vigueur.

Les camions avitailleurs roulants doivent disposer d'une cuve à minima de 20 000 l.

La prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative aura lieu un emport de 25 000 à 40 000 litres

ARTICLE 8. OPÉRATIONS D'AVITAILLEMENT

Le camion avitailleur s'approvisionne dans la station pétrolière de l'aéroport d'Ajaccio. Il se rend ensuite sur le lieu du détachement avions de la sécurité civile pour approvisionner les avions stationnés sur le parking

La fourniture du carburant aéronef reste à la charge financière de la DGSCGC qui paye via la carte AEG directement au fournisseur de carburant de l'aéroport. Un suivi très précis de chaque plein sera réalisé par le prestataire conformément à l'article 3. Les bordereaux de pleins du camion, comme des aéronefs seront conservés et transmis au GMA de façon hebdomadaire. Ils devront préciser le volume livré, la date, ainsi que le nom de l'opérateur. Un tableau de synthèse mensuel reprendra ces éléments et sera communiqué par le prestataire au GMA.

le carburant nécessaire au bon fonctionnement du ou des camions avitailleurs est à la charge du prestataire et est inclus dans le prix de la location.

ARTICLE 9. SUIVI D'ACTIVITÉ

À l'issue de chaque mois, l'opérateur interne du GMA validera les heures effectuées par les deux opérateurs (interne et / ou mis à disposition par le prestataire). Il indiquera les éventuels changements survenus dans le planning et transmettra ces éléments au prestataire.

Sur cette base, le prestataire établira un procès verbal de réception (sous forme soit d'une facture mensuelle détaillée soit en complément de cette dernière).

Le procès-verbal de réception spécifiant les heures travaillées par l'opérateur du titulaire tout comme le suivi mensuel des pleins carburants (aéronefs et camions) seront signés par un représentant de la sécurité civile et un représentant du titulaire.

Ils seront ensuite transmis par le titulaire, dans un délai de cinq (5) jours calendaire à compter de sa signature, par voie électronique à l'adresse suivante :

bsc-finances@interieur.gouv.fr, avec en copie salmi-execution-marches@interieur.gouv.fr

Tout retard dans la transmission du procès-verbal ou des bordereaux de pleins des aéronaves et du camion par le titulaire peut donner lieu à l'application des pénalités définies à l'article 17.3 « Pénalités pour retard dans la transmission des documents » du CCAP.